Un magistrat réputé intègre à la tête du BIANCO : quelle condition pour le succès de sa mission ?

Tribune - Edito - Mireille Rabenoro - 02/07/14

Le district d'Antsohihy, qui a fourni tant d'élites à la nation, est devenu le fief, au sens le plus féodal, le plus mafieux du terme, d'un gangster qui pèse comme une malédiction sur la population, dont il se vante d'être le représentant incontournable, éliminant politiquement les personnalités de la région qui voudraient donner d'Antsohihy une image plus civilisée, violant les jeunes filles mineures en essayant de faire croire, à coups de menaces et de billets de banque, que ce n'est pas une forme de torture.

Violence, viol, violation : la loi du plus fort

Mais il n'y a pas qu'à Antsohihy que les droits humains les plus fondamentaux sont bafoués. Le viol, dans la plupart des sociétés humaines, fait partie d'un tout : une société primitive datant d'avant le droit – pas seulement le droit moderne, mais le droit coutumier, qui avait mis en place des règles pour faciliter le vivre ensemble, pour protéger les droits humains, y compris ceux des femmes et des jeunes filles. À Madagascar en 2014 règne la loi du plus fort. Les plus forts – en nombre, en termes de statut social, de pouvoir politique, d'âge – violent les plus faibles, en l'occurrence les jeunes filles qui sont encore au lycée, qui n'ont que 16 ans, qu'on enlève pour les isoler de ceux qui pourraient les défendre. C'est, multiplié par 220 (lycéennes kidnappées), « l'exploit » de Boko Haram au Nigeria.

C'est la même logique de la loi du plus fort qui fait que les riches en grosses 4 X 4 imposent aux piétons de se ranger pour les laisser passer, pour éviter de se faire tuer. Quand une lycéenne de 17 ans trouve la mort en se faisant faucher par une grosse 4 X 4 à Ambatobe, le jeune conducteur est condamné à payer des dommages intérêts qui sous d'autres cieux s'apparenteraient à une simple amende. C'est la même logique qui veut qu'on remette tous ses biens aux bandits armés de kalachnikov qui font irruption chez vous, que la population de Maroantsetra assiste impuissante au pillage de son patrimoine de bois précieux, qui permettra aux puissants de garnir leurs comptes à l'étranger de millions de dollars.

Moteur de la spirale de la violence : la corruption

Hit and run, frapper et s'enfuir : principe normalement élémentaire pour le violeur, le voleur et tout auteur de violence, mais inutile chez nous, quand il leur suffit de payer différents fonctionnaires pour échapper à la punition qu'ils craignent plus que tout : la prison, la privation de leur précieuse liberté, nécessaire pour recommencer leur forfait.

Notre monde ne serait peut-être pas aussi violent, dangereux, s'il n'était à demi civilisé. Des lois votées par un Parlement censément démocratique sont appliquées par un appareil judiciaire censément moderne. Mais pour notre plus grande insécurité, les lois sont votées par des parlementaires qui aujourd'hui, le sont souvent devenus parce qu'ils étaient financièrement les plus forts ; et elles sont appliquées par des magistrats et des forces de l'ordre qui parfois défendent celui qui est financièrement le plus fort.

Une lueur de civilisation, de progrès

Dans ce sombre tableau, un magistrat réputé intègre vient d'être nommé à la tête du Bureau Indépendant Anti Corruption, le BIANCO. Les plus hautes autorités de l'État, à savoir le Président de la République qui s'est engagé dès son discours d'investiture à restaurer l'État de droit, le Premier ministre chargé de traduire sa politique en actions, ainsi que la ministre de la Justice, ont assisté à sa prestation de serment. Il faut espérer qu'au-delà de la cérémonie solennelle, ces autorités sauront apporter au directeur général du BIANCO le soutien politique dont il aura besoin pour que son action soit efficace.

Car la compétence technique, il l'a probablement ; la détermination aussi, pour avoir l'honnêteté d'appeler le corps de la magistrature dont il est issu à balayer sa propre cour. Mais même dans les pays à tradition démocratique dont nous avons hérité nos institutions, la technicité et la détermination ne suffisent pas. Pour que le BIANCO puisse commencer à jouer son rôle, il doit jouir de la neutralité des autorités politiques ou mieux, de leur bienveillance ; ou mieux encore, de leur soutien actif. Nous savons par expérience qu'au-delà du discours, même la neutralité est loin d'être acquise. Mais c'est la condition essentielle pour ébranler la sécurité dont les violeurs, les voleurs et autres auteurs de violation de la loi sont à peu près les seuls à jouir aujourd'hui, pour que le BIANCO puisse devenir l'un des leviers d'une 're-civilisation' de notre société partie en roue libre.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Un-magistrat-repute-integre-a-la,20064.html>